



Renforcer la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome (OSR)

*Options pratiques pour la réduction des doublons et l'amélioration
de la complémentarité, de l'efficacité et de l'impact collectif*

Septembre 2026

DEMANDE DES MEMBRES

Mise en œuvre d'un processus commun visant à renforcer la complémentarité, réduire les doublons, améliorer l'efficience et mieux exploiter les atouts respectifs de chaque organisme à l'appui de la sécurité alimentaire, du développement rural et de la réduction de la pauvreté, dans le droit fil de l'Initiative ONU80

CONSEIL DE LA FAO

181^e SESSION · JUIN 2026

- Se concentrer sur le mandat de la FAO
- Consulter le FIDA et le PAM
- Présenter des options claires pour éliminer les chevauchements et les doublons

EXIGENCE
COMMUNE

Présentation conjointe par les OSR d'options claires, au sujet desquelles les Membres puissent formuler des observations en retour

CONSULTATIONS

Dans les trois organismes ayant leur siège à Rome

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM

SESSION ANNUELLE · JUIN 2026

- Progresser dans l'application des dispositions du par. 58 du Plan stratégique du PAM
- Consulter la FAO et le FIDA
- Clarifier les modalités d'application du par. 58, s'agissant notamment de l'élimination des chevauchements et des doublons

SEPTEMBRE 2026

Conseil d'administration du FIDA
Réunion conjointe informelle des organismes ayant leur siège à Rome

DES FONDEMENTS SOLIDES

Les recommandations antérieures et l'architecture existante offrent des enseignements clés pour la collaboration

Recommandations

Ce que nous avons appris

- 2019: Étude du MOPAN
- 2021: Évaluation conjointe des OSR
- 2023: Étude de faisabilité relative aux activités d'appui

Architecture

Ce que nous avons mis en place

- 2023: Protocole d'accord entre les OSR
- Mécanismes de coordination des OSR (Groupe consultatif de haut niveau et sherpas en liaison quotidienne)
- 2026: Modèle de collaboration entre les OSR

Enseignements clés

- ✓ La collaboration doit être guidée par les besoins des pays et les priorités des gouvernements.
- ✓ La répartition claire des responsabilités et les atouts respectifs des trois organismes réduisent les doublons.
- ✓ L'analyse conjointe et les biens publics mondiaux permettent de collaborer avec efficience.
- ✓ Il faut mieux rendre compte de l'action menée pour évaluer les résultats obtenus et les économies réalisées.
- ✓ Dans certains domaines, la collaboration sera plus efficace si l'on fait appel à d'autres organismes du système des Nations Unies ou à des banques multilatérales de développement ou à des institutions financières internationales.

COLLABORATION ACTUELLE ENTRE LES OSR EFFICACE À GRANDE ÉCHELLE

La collaboration entre les OSR comprend des travaux analytiques, un savoir-faire technique, des capacités opérationnelles, le financement, des programmes thématiques et des services partagés

Analyse conjointe

- SOFI
- Rapport mondial sur les crises alimentaires
- Hunger Hotspots
- IPC pour plus de 40 pays
- Action anticipatoire (El Niño)

Plateformes d'action

- CSA
- Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté
- AMIS
- Réseau mondial contre les crises alimentaires
- G7/G20
- Sommet sur les systèmes alimentaires

Portefeuille en cours de cofinancements parallèles des OSR

193,6 millions de dollars

au total

- FIDA: environ 184,2 millions de dollars
- FAO: environ 5,1 millions de dollars
- PAM: environ 4,3 millions de dollars

Le Centre d'investissement de la FAO a fourni des services pour des projets du FIDA d'une valeur de

12,8 milliards de dollars

d'investissement total

pour 2023-2025, dont **4,6 milliards de dollars financés par le FIDA**, mettant à profit une collaboration institutionnelle de longue date

Exemples concrets

52

COLLABORATIONS EN COURS

Dans **15 domaines thématiques** (environnement, climat, nutrition, autonomisation des femmes en milieu rural, etc.).

SAHEL

6 PAYS

Programme d'une valeur de **198 millions de dollars**; + de 50 000 ménages bénéficiaires au cours de la dernière période de référence.

EFFICIENCE: INTÉGRATION DES SERVICES COMMUNS À L'ÉCHELLE DU SYSTÈME

Plateforme de réservation des Nations Unies, Parc de véhicules des Nations Unies, sécurité sanitaire et qualité des aliments

Sur le plan pratique, les OSR renforcent l'intégration des services à l'échelle du système, ce qui se traduit par **des gains d'efficacité importants sur le plan opérationnel dans l'ensemble du système des Nations Unies**



Plateforme de réservation

- **Mise en place et gérée par le PAM;** saluée par le Secrétaire général dans son rapport sur ONU80 ("Changement de paradigmes") comme étant un modèle de collaboration interorganisations.
- Opérationnelle depuis 2017, **21 entités des Nations Unies** réparties dans 115 pays **en bénéficient aujourd'hui**, dont la **FAO et le FIDA**.
- Considérée comme une **plateforme de services partagés essentielle** pour le système des Nations Unies.

A permis de réaliser 18 millions de dollars d'économies en 2025, montant qui devrait atteindre **25 millions de dollars** si le système est pleinement utilisé. La FAO estime à 100 000 dollars par an les économies réalisées à l'échelle actuelle



Parc de véhicules

- **Mis en place** conjointement en 2022 **par le PAM et le HCR**, auxquels se sont depuis associés la **FAO et le FIDA**.
- Transforme des parcs de véhicules dispersés, appartenant à divers organismes, en un **service partagé de mobilité à l'échelle mondiale**.
- **Appuie 29 entités des Nations Unies**, en améliorant la sécurité, l'efficacité et la viabilité de la gestion des véhicules.

A permis de réaliser 1,6 million de dollars d'économies en 2025, et les **économies récurrentes devraient atteindre 25 millions de dollars** si le système est pleinement utilisé



Services de santé

- La FAO, le FIDA et le PAM collaborent dans le domaine des **services de santé**, notamment par le biais d'appels d'offres conjoints pour des services de laboratoires et d'évacuations sanitaires.
- **Assurance maladie après la cessation de service:** la FAO gère le traitement et le versement des prestations pour le FIDA et l'ICCROM au moyen de systèmes automatisés.
- **Gains d'efficacité sur le plan administratif:** la FAO fournit un appui intersectoriel et gère des processus liés à la gestion de la paie.

Il a été fait état de 308 000 dollars d'économies annuelles liées aux dépenses de personnel



Sécurité sanitaire et qualité des aliments (PAM-FAO)

Via l'initiative **SAFER**:

- **Réduction des frais de surestaries et des coûts de détention** grâce à l'application de normes harmonisées et adaptées aux différents contextes.
- **Possibilités plus nombreuses d'approvisionnement local**, d'où une plus grande proximité pour les bénéficiaires et un appui aux marchés locaux.

Acheminement plus rapide et prévisible d'aliments sûrs et nutritifs quand les pays adoptent les modalités définies par le PAM — **ce qui réduit les délais de livraison de 150% à 200%**

Autres domaines d'efficacité conjoints

Partage de locaux et co-implantation

Achats conjoints, accords à long terme, solutions communes

Mise aux enchères en ligne par l'ONU d'actifs à céder

Services des Nations Unies liés à la mobilité

Harmonisation des politiques régissant les voyages

Accords négociés conjointement avec des compagnies aériennes (1 million de dollars d'économies annuelles pour le PAM et entre 5% et 7% de remise sur les billets pour la FAO)

Organisme	Principaux atouts particuliers	Contribution complémentaire
PAM	- Opérations d'assistance alimentaire et monétaire pour faire face aux situations d'urgence, renforcer les moyens d'existence et améliorer la résilience - Plateformes de fourniture de l'assistance sous forme de transferts monétaires et de bons - Préparation aux situations d'urgence et intervention en cas de crise, notamment grâce au renforcement des systèmes nationaux - Prévention et traitement de la malnutrition (malnutrition aiguë modérée) - Logistique, achats, chaînes d'approvisionnement, notamment services de transport aérien et de livraison - Collecte de données relatives à l'action humanitaire, systèmes d'analytique opérationnelle et d'information pour faciliter les interventions d'urgence - Opérations axées sur l'alimentation scolaire et renforcement des capacités gouvernementales - Protection sociale tenant compte des chocs et à dimension nutritionnelle	- Accès des ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition aux marchés - Mise en contact des petits producteurs avec la demande (par exemple, au moyen de la passation de marchés institutionnels) - Contribution à l'établissement des rapports mondiaux sur la sécurité alimentaire (<i>L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde</i>, Rapport mondial sur les crises alimentaires) - Facilitation des partenariats qui appuient la collaboration entre les OSR
FAO	- Données, résultats de recherche et éléments factuels sur les systèmes agroalimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment l'insécurité alimentaire chronique et aiguë et les crises alimentaires - Conseils pratiques, travaux normatifs, assistance technique et développement des capacités pour les systèmes agroalimentaires - Savoir-faire technique spécialisé dans les domaines des cultures, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, de l'agriculture à dimension nutritionnelle, de la foresterie, des sols et de la gestion des terres et de l'eau - Services de conseil et de vulgarisation dans le domaine agricole aux fins de l'amélioration des pratiques et des technologies de production - Gestion des risques liés à la production, action anticipatoire et renforcement de la résilience - Intrants agricoles (semences, engrais et outils) et dispositifs fondés sur les marchés, notamment la distribution d'espèces et de bons, pour protéger la production et les moyens d'existence et renforcer la résilience - Assistance d'urgence dans le domaine agricole pour protéger et restaurer la production de denrées alimentaires et les moyens d'existence - Achats et fourniture d'intrants et d'actifs productifs agricoles, notamment dans les situations d'urgence	- Élaboration technique de projets et programmes agricoles financés par d'autres organismes - Programmes d'alimentation scolaire – appui aux agriculteurs, à la production et à la fourniture de denrées alimentaires, ainsi qu'à la nutrition - Facilitation de partenariats qui appuient la collaboration entre les OSR
FIDA	- Financement souverain et non souverain des activités menées pour rendre les économies rurales inclusives et résilientes - Investissements de long terme dont les pays ont la maîtrise dès le "premier kilomètre", notamment au bénéfice des zones reculées et marginalisées - Investissements dans les capacités productives des petits exploitants ainsi que dans la gestion durable des terres et de l'eau - Appui à l'élaboration, à la supervision et à la mise en œuvre, s'agissant notamment du contrôle de la gestion fiduciaire et de la garantie d'obtention de résultats - Financement inclusif en milieu rural et appui aux institutions financières - Financement mixte et par le secteur privé des petites et moyennes entreprises du secteur agroalimentaire, des filières, des marchés et de la création d'emplois - Investissements dans la résilience face aux changements climatiques, dans la préservation de la nature et dans la biodiversité - Concertation au sujet des investissements et renforcement des organisations de producteurs, des institutions et des systèmes nationaux	- Intensification et pérennisation des interventions menées par les partenaires au moyen de financements à long terme - Appui à la transition de l'assistance humanitaire vers des activités axées sur la résilience des moyens d'existence - Financement des infrastructures rurales, de l'irrigation, des organisations de producteurs et de la mise en relation des marchés et des structures d'alimentation scolaire utilisant la production locale - Facilitation des partenariats qui appuient la collaboration entre les OSR

MESURES ENVISAGEABLES

*Six domaines d'action pour
réduire les doublons et
améliorer l'efficience*

1. Aligner les financements sur les atouts respectifs des trois organismes

- ✓ *Faire en sorte que les ressources financières allouées correspondent aux mandats respectifs des trois organismes en allouant les fonds et en adressant les demandes à celui qui est le mieux à même d'obtenir les résultats voulus, tout en appuyant la mobilisation conjointe de ressources et de contributions complémentaires pour l'action humanitaire et les activités axées sur le développement.*

2. Améliorer la planification au niveau des pays en fonction de la complémentarité des rôles

- ✓ *Expliciter les atouts particuliers et les rôles d'appui complémentaires respectifs de chacun des trois organismes, et faire concorder la planification nationale avec les priorités gouvernementales et les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable afin de réduire les doublons et la concurrence pour les ressources.*

3. Appliquer le modèle de collaboration à d'autres contextes que les situations de fragilité

- ✓ *Faire appliquer de manière sélective le modèle de collaboration dans d'autres pays où opèrent les trois organismes, à la demande des gouvernements et sur la base de résultats concrets déjà obtenus, en utilisant les processus de planification existants.*

4. Accroître l'utilisation et le champ d'application des biens publics communs

- ✓ *S'appuyer sur les mandats respectifs et le savoir-faire des trois organismes pour créer des biens publics communs, tout en renforçant la communication, la diffusion et l'utilisation conjointes.*

5. Renforcer les services internes partagés et les plateformes communes

- ✓ *Recenser et fournir des services internes partagés supplémentaires, lorsque cela se justifie pleinement, y compris, le cas échéant, au moyen d'une stratégie axée sur les activités d'appui dirigée depuis Rome.*

6. Renforcer le suivi et la communication en ce qui concerne la complémentarité et les gains d'efficience

- ✓ *Se concentrer sur la communication de données factuelles et assurer le suivi d'indicateurs de performance clés concrets (complémentarité, gains d'efficience, financement et réduction des doublons) pour améliorer le contrôle et mieux rendre compte de l'action menée.*

QUESTIONS SOUMISES AUX MEMBRES POUR EXAMEN

- 01** Les six domaines d'action proposés sont-ils les bons? Dans le cas contraire, lesquels faudrait-il ajouter et lesquels pourrait-on supprimer? Quels domaines les OSR devraient-ils privilégier en priorité?

- 02** De quelle manière les Membres souhaitent-il collaborer concrètement avec les OSR dans le prolongement de la présente réunion conjointe informelle afin de les aider à éliminer les chevauchements et à améliorer l'efficacité et l'impact?

- 03** Quels indicateurs et éléments factuels permettraient de montrer clairement la complémentarité des OSR, l'efficacité et l'amélioration des résultats?

Merci.